

n°305 18/03/2010 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS



**Portrait des régions
au soir du premier tour**

CALENDRIER ALTERNATIF

+ COORDINATION GÉNÉRALE

> 3 ET 4 AVRIL

> 40, rue de Malte Paris 11eme M° Oberkampf

Proposition d'ordre du jour de la prochaine coordination

- Samedi 3 à partir de 10h30 :

Réunion des commissions (matinée et après-midi)

- Samedi 3 après-midi (14h30 environ) : groupe de travail sur l'Université d'Été 2010 des Alternatifs

- Dimanche 4 de 9h30 - 13h00 :

Quelle démarche politique après les élections régionales ?

Les bilans et résultats région par région seront publiés dans Rouge & Vert ou auront circulé par courrier électronique.

Les bilans des courants et organisations impliquées (ou pas) dans les élections régionales seront communiqués avant la coordination, celle-ci ayant vocation à définir un positionnement des Alternatifs dans la nouvelle situation politique.

- Dimanche 4 de 14h30 à 16h30 :

1 - Point sur les remontées des cartes

2 - Point sur les finances liées aux élections régionales

3 - Université d'été des Alternatifs

4 - Renouvellement du secrétariat de la Coordination

+ COMMISSION ÉCONOMIE

> SAMEDI 8 MAI

> 40, rue de Malte Paris 11eme M° Oberkampf

Réunion ouverte de la Commission Economie des Alternatifs, à Paris.

Avec des experts militants invités.

+ UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES ALTERNATIFS

> vendredi 9 au lundi 12 juillet

> à la Bourse du Travail de Saint Denis (93)

En outre, un espace extérieur sera aménagé pour des stands et lieux de convivialité.

Le thème retenu est l'héritage post-colonial dans ses diverses dimensions : rapports Nord Sud, discriminations, quartiers populaires, construction de l'unité des exploités et dominés... A noter une soirée festive et politique avec la Compagnie Jolie Môme, le samedi 10 juillet.

L'hébergement sera assuré en Foyer de jeunes travailleurs (confortable), le cas échéant hôtel ou hébergements militants. Une feuille complète d'inscription sera publiée dans le prochain «Rouge et Vert» mais notez bien dès maintenant les dates !

Le tarif d'inscription sera identique à celui de 2009
tarif de base : 3 nuits, 3 petits déjeuners, 6 repas : 170 euros (A.F. Alternatifs)
tarif réduit pour les personnes à faibles revenus.

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DÉVELOPPER**

Le développement de la presse autogestionnaire repose sur l'engagement des adhérent·e·s et sympathisant·e·s des Alternatifs comme sur l'augmentation du nombre d'abonnements. Nous avons fait le choix du libre accès à Rouge & Vert sur le site des Alternatifs. Il nous paraît tout aussi important d'augmenter la diffusion de la version «papier». Dans les mois qui viennent Rouge & Vert et la Lettre des élu·e·s Alternatifs se feront l'écho des actions et réflexions pour une alternative sociale, écologique, féministe, altermondialiste à un système en crise, de la bataille pour le rassemblement des forces de la gauche de gauche, de la convergence des courants de la gauche alternative et écologiste, des initiatives des Alternatifs. De nombreux abonnements et réabonnements à Rouge & Vert sont un encouragement à renforcer notre activité, et nous en donnons les moyens. Nous comptons sur toutes et tous. (il est également plus que souhaitable de rejoindre les Alternatifs)

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu·e·s Alternatifs»

Je rejoins les Alternatifs en 2010

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
LES ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris
tel. 01 43 57 44 80

Courriel : contact@alternatifs.org
fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Jacques Boislaroussie, Benoit Borrits,
Mathieu Colloghan, Bruno Della Sudda,
Jacques Fontaine, Jean-Louis LeBourhis,
Patrick Masson, Dominique Monterrat,
Richard Neuville et Bruno Riondet

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

PREMIER TOUR DES ELECTIONS REGIONALES

L'abstention a encore progressé, à une faible participation d'un électoral populaire, que la gauche, dans toutes ses composantes, n'a su convaincre, s'ajoute l'abstention d'une partie d'un électoral de droite désorienté par le sarkozysme. Une crise de légitimité est en train de s'ouvrir à droite, elle peut conduire à une paralysie du pouvoir comme à une fuite en avant antisociale et répressive.

Le vote d'une moitié du corps électoral révèle cependant des tendances fortes :

* La perte de légitimité de l'équipe au pouvoir accompagne celle de l'ultra libéralisme. La sanction est sans appel.

* Une partie non négligeable de l'électoral, y compris au sein des couches populaires, reste polarisée par les solutions xénophobes du Front National : la manipulation de la droite autour du thème de l'identité nationale se retourne contre ses auteurs.

* Une alternative de gauche offensive ne s'exprime pas suffisamment sur le terrain électoral. Le Parti Socialiste retrouve une position centrale, assez habituelle pour des élections territoriales. Le score d'Europe Ecologie, en recul par rapport aux élections Européennes, se maintient à un bon niveau. C'est un phénomène positif pour ce qui concerne la mise en évidence des enjeux écologiques, mais ambigu quant aux réponses à la crise, qui impliquent d'affronter le système, non de l'accompagner. Il faut construire une alternative rouge et verte.

La gauche de transformation sociale et écologique conserve des positions électorales non négligeable. Les listes Ensemble/Front de Gauche maintiennent les scores réalisés aux élections européennes, le NPA est en recul.

Pour le second tour, les Alternatifs défendent la fusion démocratique des listes des gauches et d'Europe Ecologie. Dans chaque région ils appellent à battre la droite, l'enjeu étant à la fois régional et national.

L'affaiblissement politique du pouvoir est une nécessité à la veille d'affrontements sociaux majeurs.

Les Alternatifs ne cautionneront aucun accord politique passé entre le PS et le MODEM.

La campagne de la gauche de gauche dans plusieurs régions a manifesté la capacité de celle ci

d'avancer dans la voie de l'unité et de porter des réponses alternatives communes.

Les Alternatifs s'engagent dans la période qui suivra pour :

* que soient confortées et prolongées les dynamiques unitaires engagées dans les régions ;

* que ces dynamiques convergent et permettent à toute la gauche de transformation sociale et écologique d'avancer sur la voie d'un projet commun ;

* la constitution d'un collectif de liaison des organisations de la gauche de gauche, car l'unité de ces organisations est, au delà de leurs différences, indispensable

* la construction durable de l'unité entre organisations politiques et mouvements sociaux, permettant de contribuer aux mobilisations écologistes, sociales, féministes, démocratiques, antiracistes.

Dans le respect de l'indépendance des mouvements sociaux, cette unité sera un point d'appui précieux pour eux. Elle donnera force et crédibilité à une alternative globale au capitalisme et au productivisme.

Contribuer au rassemblement d'une gauche de combat et d'une écologie anticapitaliste, porter un projet rouge, vert, féministe, altermondialiste et

autogestionnaire, telles seront les priorités des Alternatifs.

Pour que la défaite de la droite ouvre la voie d'une alternative. ■

Exécutif des Alternatifs, le 14 mars

Fórum Social Mundial um outro mundo é possível

DIX ANS APRÈS PORTO ALEGRE...
Les Forums sociaux :
état des lieux et nouvelles attentes avant Dakar 2011
LUNDI 29 MARS 2010, 18 H-22 H
Espace Niemeyer, 6, avenue Mathurin Moreau, 75019 Paris. M^o Colonel Fabien.

Mondiaux, régionaux, nationaux, locaux, thématiques : en dix ans, depuis la préparation de Porto Alegre 2001, les Forums sociaux sont devenus des moments de forte visibilité du mouvement altermondialiste et des espaces de mobilisation contre les politiques néolibérales. Dans un contexte mondial profondément renouvelé, notamment par l'arrivée au pouvoir de gouvernements progressistes en Amérique latine, et à la veille du Sommet de Cochabamba et du FSE d'Istanbul, ainsi que dans la perspective du FSM de Dakar de 2011, le moment semble venu non seulement d'en dresser le bilan, mais aussi de s'interroger sur leur formule.

- **Quel bilan et quels enseignements de Porto Alegre et Salvador (FSM) et de la préparation du FSE d'Istanbul,**
- **La question des alliances entre le mouvement pour la justice climatique et le mouvement syndical,**
- **Quels nouveaux rapports entre mouvements, partis et gouvernements engagés dans des processus de transformation sociale**
- **Le rôle des Forums dans la construction d'une hégémonie progressiste**
- **Comment adapter la méthodologie des Forums aux nouveaux impératifs**

Cette soirée de réflexion et d'échanges est proposée par

fma

forum mondial des alternatives

Fondation Copernic

Mémoire des luttes

espaces

Marx

utopia

SOLIDARITES ECOLOGIE
LES ALTERNATIFS
FEMINISME AUTOGESTION

Enfin disponible !

EN EXCLUSIVITÉ DANS CE NUMÉRO :

L'abonnement à Rouge & Vert pour l'année 2010



Une offre unique enfin disponible : il suffit de remplir le bulletin page de gauche. Tous les bulletins sont gagnants!

Pour NOTRE école

Le vendredi 12 mars, les organisations syndicales enseignantes, lycéennes, appelaient à la grève et à la manifestation contre la politique du Gouvernement. Cette initiative intervenait alors que des mobilisations de longue durée étaient engagées, entre autres dans l'Académie de Creteil.

A Paris, 7 à 8.000 personnes sont descendues dans la rue, notamment des élèves et personnels des départements et villes les plus populaires. La mobilisation restait cependant concentrée pour l'essentiel dans les Collèges et Lycées. Des cortèges combattifs ne palliaient donc pas un élargissement du mouvement encore insuffisant. L'issue du combat est incertaine, un tract des Alternatifs, largement diffusé, en caractérisait les principaux enjeux.

(correspondant)

Élèves, parents, personnels de l'Éducation Nationale, syndicats, mouvements pédagogiques, citoyennes et citoyens : il faut réfléchir aux transformations nécessaires de l'École dans le cadre de forums locaux pour la défense et la transformation de l'école. C'est ainsi que nous pourrions élargir la mobilisation, construire l'unité des luttes et faire reculer le gouvernement.

Défendre le service public

Le gouvernement s'est lancé dans une vaste entreprise de destruction du service public d'éducation :

* En lui enlevant les moyens de fonctionner : Depuis 2003, 45000 emplois ont été supprimés dans le secondaire, 16000 postes pour la prochaine rentrée. Les personnels d'orientation sont menacés dans leurs missions. Par la loi sur la mobilité des fonctionnaires, le gouvernement projette de licencier en masse dans la fonction publique. Les « États Généraux de la sécurité à l'école » ne sont qu'une vaste supercherie tant que le gouvernement refusera de restituer en nombre suffisant les postes en personnels nécessaires pour vivre et travailler

dans de bonnes conditions dans les établissements scolaires.

* En ayant recours à la précarité à tout va : Pour assurer la continuité du service public, le gouvernement fait appel à la précarité à tout-va, multipliant les situations difficiles pour les personnels précaires placés en situation d'« insécurité illimitée » (Succession de contrats courts, interruption, chômage, alternance contrat-vacations). Peu lui importent les conditions de vie des personnels précaires, il faut augmenter leur nombre pour casser le statut des fonctionnaires.

* Pour faire des économies, les enseignant-e-s stagiaires nouvellement nommé-e-s se succéderont dans les classes à temps complet sans réelle formation professionnelle. Quel mépris pour les jeunes comme pour les futur-e-s enseignant-e-s !

* En supprimant des heures de cours : La réforme des lycées se traduit par la suppression de nombreuses heures de cours, renforce la hiérarchie des filières, et diminue les redoublements qui « coûtent trop cher » mais c'est pour mieux encadrer les élèves en difficulté par des enseignant-e-s-tuteurs-tutrices qui auront la charge de les "réorienter".

* Avec la suppression de la carte scolaire et la réforme des lycées qui laisse le soin à chaque établissement de décider pour 1/3 de l'horaire des classes, c'est la mise en place de la concurrence généralisée entre tous les établissements scolaires.

* En renforçant les pouvoirs des chefs d'établissement. Tels des petits potentats locaux, ils désigneront une hiérarchie intermédiaire dont les décisions s'imposeront à toutes et tous, contournant ainsi les Conseils d'Administration composés des représentant-e-s élu-e-s des élèves, des personnels, des parents. Et il est même question de confier aux principaux et proviseurs ainsi promus petits chefs d'entreprise, l'évaluation pédagogique

des enseignant-e-s...

Transformer le service public

Réussir la journée d'action du 12 mars dans le secondaire est important pour commencer à inverser le rapport de force mais une journée ne sera sans doute pas suffisante pour faire reculer le gouvernement. Il faut inscrire la mobilisation dans la durée, la généraliser comme le demandent les assemblées générales des enseignant-e-s en lutte, notamment dans la région parisienne. Les Alternatifs, dans le mouvement qui s'engage, défendront inconditionnellement le caractère public du service d'Éducation. Ils soutiendront également de façon active toutes les propositions visant à renforcer le pouvoir des équipes pédagogiques et éducatives dans les établissements, les droits démocratiques des jeunes ainsi que toutes les initiatives qui iront dans le sens d'une transformation émancipatrice et autogestionnaire du système éducatif.

Nous souhaitons que partout se tiennent des assemblées générales de tous les personnels de l'Éducation Nationale car l'unité de toutes et tous est indispensable pour s'opposer à la liquidation du service public menée par le gouvernement. Mais nous n'oublions pas que l'École d'aujourd'hui est profondément élitiste et sélective, qu'elle crée de l'échec et provoque parfois une haine de l'apprentissage scolaire.

Face aux réformes gouvernementales nous devons résister et proposer : Il faut défendre le service public et en même temps réfléchir toutes et tous ensemble –Élèves, parents, personnels de l'Éducation Nationale, syndicats, mouvements pédagogiques, citoyennes et citoyens- aux transformations nécessaires de l'École dans le cadre de forums locaux pour la défense et la transformation de l'École.

C'est ainsi que nous pourrions élargir la mobilisation, construire l'unité des luttes et faire reculer le gouvernement. ■

50 ans de PSU

Avril 2010: il y a un demi-siècle naissait le PSU. Un appel à celles et ceux qui ont été de ses combats ou peuvent s'y reconnaître

Parmi les signataires de cet appel, certains ont participé à la création du Parti Socialiste Unifié le 3 avril 1960.

D'autres l'ont rejoint en marche, ou s'en sont éloignés – et même parfois ils se sont croisés... Mais tous ont été les acteurs d'une aventure humaine portée par une passion commune : relever le défi d'un siècle qui vieillissait mal, trahissant pour la seconde fois après un cataclysme mondial la promesse de paix, d'équité et de renouveau, en s'embourbant dans le post-colonialisme, en restant sourd à la demande de libération des femmes, et aveugle dès les premiers signes d'extension de la surexploitation des êtres humains à celle des biens naturels ...

Ils ont eu en commun l'intuition sans cesse vérifiée de la nécessité vitale de trouver le point d'équilibre entre ces deux exigences : celle d'une transformation sociale radicale et celle d'un exercice réel de droits et garanties démocratiques. Et que sacrifier l'une à l'autre sous quelque prétexte que ce soit ne conduirait qu'à les éliminer l'une et l'autre.

La vigilance, l'indignation, la protestation, la contestation, la subversion... ont été portées par le PSU et par tous celles et ceux qui par des temps souvent difficiles sont restés debout et à qui cet appel s'adresse aussi. Ils ont également affirmé qu'il ne suffisait pas de résister pied à pied, événement par événement, mais qu'il fallait penser et construire des alternatives socialistes plus globales. C'était évidemment plus complexe, plus porteur de différences et de controverses; mais n'avons-nous pas appris aujourd'hui que la controverse est la condition et l'objet même du débat démocratique ? Au risque d'être caricaturé, le PSU n'était pas un parti à gommer les diversités.

Se retrouver à l'occasion de cet anniversaire ce n'est pas céder à la mode des commémorations. Les signataires de cet appel sont convaincus que cette expérience qui nous est commune n'est pas anecdotique ni simple témoignage d'une époque.

C'est une histoire de vie. Elle n'est pas morte avec l'«organisation PSU». Peut-être pourrions nous lui retrouver du sens pour la vie d'aujourd'hui. C'est à quoi nous vous convions les 10 et 11 avril 2010.

Pour ceux qui souhaitent signer cet appel :
par courrier : **Comité 50 ans PSU - c/o ATS 40 rue de Malte PARIS 75011**

Par mail : <psu-ats@orange.fr> et <cinquante-naire.mousel@orange.fr>

Fiche d'inscription aux manifestations des 10 et 11 avril 2010

1 - Contexte et date

Le 3 avril 1960, naissait le Parti Socialiste Unifié ; l'association des Amis de Tribune Socialiste et l'Institut Edouard Depreux ont tenu à marquer cet événement avec des personnes et/ou des associations qui se retrouvent dans les valeurs du PSU, qu'ils aient été ou non adhérents de celui-ci. Les manifestations prévues se tiendront le samedi 10 avril après-midi et le dimanche 11 avril. Pour accueillir au mieux les participants (le nombre de places étant limité) il est vivement conseillé de réserver votre participation au plus tôt.

2 - Déroulement:

Le Samedi 10 avril, de 13h30 à 17h00, à Issy-Les-Moulineaux, dans l'Auditorium de la Ville, 11/13 rue Danton, mail Raymond Menand :

Table ronde sur la fondation du PSU et la période 1960-1968

Le Samedi de 19h à 23h30, à Paris à la Mairie du 3ème arrondissement, rue Eugène Spüller, face au square du Temple

Festivités et buffet

Le Dimanche 11 avril, de 8h45 à 17h30, à Paris, au FIAP Jean Monnet, 30 rue Cabanis Paris 14ème

Table ronde sur la période 1968-1989

Dimanche matin : 4 forums-ateliers en parallèle (durée 3h chacun) sur des thèmes débattus et défendus par le PSU; sont actuellement en préparation:

- **Autogestion** : animateur : **Serge DEPAQUIT**

- **Solidarité internationale** : animateur : **Gus MASSIAH**

- **Des luttes urbaines à l'écologie** : animateur : **Michel MOUSEL**

- **De la guerre d'Algérie aux syndicats de soldats** : animateur : **Jean-Paul HEBERT**

Restauration au self du FIAP à midi

Dimanche après-midi : table ronde :

« Le PSU: des idées pour aujourd'hui ? »

Une participation aux frais de 40 euros est demandée aux participants à ces manifestations ; l'envoi du chèque correspondant et du bulletin rempli valent inscription. Les signataires ne pouvant participer aux manifestations des 10/11 avril peuvent, s'ils le souhaitent, manifester leur soutien en envoyant une contribution financière selon leurs possibilités

**Bulletin de participation au Cinquantième du PSU
(à renvoyer à : ATS - G. Andrieux 40 rue de Malte - 75011 Paris
accompagné du chèque de participation aux frais)**

Questionnaire à remplir :

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Mail Tél

Sera présent aux manifestations suivantes (à cocher) :

Samedi 10 avril de 13h30 à 17h00 - A Issy-Les-Moulineaux

Samedi 10 avril de 19h à 23h30 - A la mairie du 3ème art de Paris

Dimanche 11 avril de 8h45 à 12h00 - Au FIAP - Paris 14ème

Dimanche 11 avril - déjeuner - Au FIAP - Paris 14ème

Dimanche 11 avril de 14h à 17h30 - Au FIAP - Paris 14ème

Le chèque de participation aux frais (40 euros) est à libeller au nom des « ATS »

Licenciements boursiers, délocalisations... On peut travailler sans patrons !

Compte-rendu de la soirée-débat organisée le 10 mars 2010 par le Collectif pour des Alternatives Solidaires

Nous étions une soixantaine de personnes à débattre avec Robert Nicaise, président de la SCOP CERALEP. Pour mémoire, cette entreprise de Saint Vallier (Drôme) fabriquant des isolateurs électriques en céramique a été reprise en SCOP en 2004 suite à sa liquidation provoquée par ses propriétaires étasuniens PPC Insulators.

Pour ses actionnaires, cette structure de production devait fermer car elle était incapable de fournir une rentabilité à deux chiffres. En surfacturant cette unité de production, les propriétaires l'ont contrainte au dépôt de bilan.

C'était sans compter avec la détermination des salariés qui, en l'espace de 3 mois, vont réussir le tour de force de trouver les financements (auprès du mouvement SCOP et des habitants de la localité), de reconstituer l'entreprise et surtout de reconquérir en un an la totalité des anciens clients ! Après six années toutes excédentaires, l'entreprise a prou-

vé sa capacité à maintenir et même développer l'emploi local.

Robert Nicaise, ancien délégué CGT, nous a tout d'abord retracé l'histoire de cette lutte syndicale qui a débouché sur une reprise autogestionnaire de CERALEP. Un des points forts qu'il a su mettre en avant est la mobilisation exceptionnelle de nombreuses parties prenantes au projet et ce, même si ces parties prenantes ne sont pas a priori proches des idées de transformation sociale.

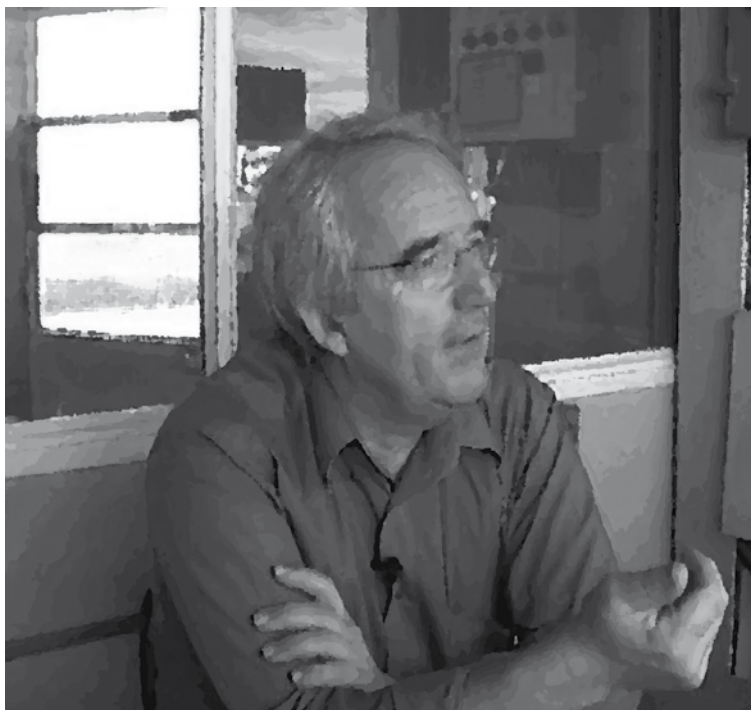
Au-delà de la majeure partie des clients qui

évidence que ce qui a été possible avec CERALEP ne l'est pas forcément pour toutes les entreprises, notamment les sous-traitantes (le cas de MOLEX a été évoqué). D'autres ont souligné que toutes les SCOP ne partageaient pas forcément une éthique autogestionnaire, un participant évoquant notamment le cas d'une SCOP de BTP avec une dizaine de sociétaires employant environ 300 travailleurs, souvent immigrés, auxquels l'adhésion à la coopérative n'est jamais proposée.

Une partie du débat a porté sur la façon de maintenir la « *flamme autogestionnaire* » dans les SCOP. Un autre dirigeant de SCOP a expliqué les difficultés qu'il avait à transmettre aux jeunes générations l'éthique coopérative.

De même, Robert Nicaise s'interrogeait sur la place du syndicalisme dans une SCOP, regrettant que les effectifs de la CGT aient fondu après six ans d'expérience.

Un participant a mentionné le fait que même en SCOP, une entreprise reste dépendante des aléas du marché et



Les derniers communiqués des Alternatifs, les liens vers les groupes locaux, notre presse locale, les archives du journal, des affiches, des tracts, des autocollants et des vidéos ...



**Retrouvez toutes ces infos sur le site des Alternatifs :
<http://www.alternatifs.org>**

ont souhaité la poursuite d'une production locale, il est important de mentionner la mobilisation des habitants de Saint-Vallier et de la région qui souhaitaient le maintien de l'emploi, la participation au projet d'un cadre du secteur privé ainsi que la décision finale du préfet d'annuler la dette de CERALEP à l'égard de l'AGS (Association pour la Gestion du régime de garantie des créances des Salariés). Par ailleurs, il nous a semblé percevoir une gestion de l'entreprise qui tendait vers l'autogestion, notamment par le fait que l'ensemble des salariés sont membres de la coopérative et que l'éventail des salaires n'excédait pas un rapport d'un à deux.

Le débat s'est ensuite déroulé durant une bonne heure et demi avec, au début, des questions plus précises sur les SCOP en général et CERALEP en particulier. Très rapidement le débat a pris une certaine densité autour des concepts de coopération et d'autogestion. Beaucoup ont mis en

que de ce point de vue, la revendication de la nationalisation-socialisation sous contrôle ouvrier, telle que la défendent les travailleurs de Zanon en Argentine, est la seule qui vaille la peine. Un accord général de la salle a été trouvé pour dire que la SCOP ne représente nullement l'autogestion, mais un pas parfois possible et transitoire dans cette direction. Toutefois, comme le mentionnait un autre participant, il reste à donner un contenu à cette formule de nationalisation sous contrôle ouvrier car elle ne résout nullement la question de la validation sociale de la production.

De futurs débats en perspective... ■

**Benoît Borrêts
(commission Economie
des Alternatifs)**

Grève européenne : Appel à mobilisation

Mobilisations sociales en Grèce, NON massif au référendum islandais : les peuples ne paieront pas pour les banksters

Aujourd'hui, des mobilisations s'amplifient dans toute l'Europe face à la marchandisation du savoir. Un sommet alternatif sera organisé à Bruxelles à l'occasion du conseil européen des 25 et 26 mars qui fera le bilan de la stratégie de Lisbonne, et alors que les Etats vont célébrer à Vienne, les 11 et 12 mars, les dix ans du processus de Bologne, des réseaux étudiants et universitaires dans différents pays européens agissent, préparent un contre-sommet militant, et appellent ensemble à une grève européenne.

Ces mouvements sociaux percent l'épaisse couche de consensus qui prévaut dans les institutions : sous prétexte d'« harmoniser » les systèmes d'enseignement supérieur, le processus de Bologne prépare leur mise en concurrence et privatisation rampante. Il s'inscrit dans la stratégie de Lisbonne, dite pour « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde », et qui a guidé les politiques européennes depuis dix ans. Celle-ci prévoit entre autres choses l'édification d'un marché européen de l'enseignement supérieur et de la recherche. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les récentes réformes mise en œuvre au niveau national dans les différents pays européens.

Au nom de la « compétitivité », ces réformes obligent les Universités à recourir à des financements privés et à augmenter les droits de scolarité. Elles

creusent les inégalités en contraignant de plus en plus d'étudiants à un endettement massif qui décourage les plus démunis de la poursuite des études. Le service public est sacrifié à la rentabilité : sur le « marché du savoir », les étudiantEs sont sélectionnés en fonction de leurs ressources. Avec la mise en place de méthodes de gestion managériales, la précarisation des personnels, l'accroissement du pouvoir des entreprises, le savoir tend à être mis entièrement au service des intérêts économiques, au détriment de ses fonctions sociétales, et les filières jugées « peu rentables » sont le plus souvent promises à la disparition...

L'éducation est l'une des plaques tournantes du système, sa transformation traduit et détermine des rapports de forces nouveaux dans la société, qui pèsent sur les droits sociaux des (futurs) travailleurs/chômeurs.

C'est en effet tout un modèle social que la stratégie de Lisbonne entreprend plus largement de déconstruire, en poursuivant un objectif général de déréglementation et dérégulation. Ce n'est pas seulement le monde de la connaissance qui est attaqué mais aussi celui du travail, flexibilisé et précarisé, les grands services publics, tels que l'énergie ou les transports, qui sont soumis à la concurrence, désorganisés et privatisés, les systèmes de solidarités et de redistribution grignotés par le dumping social et fiscal, l'environnement ravagé par les logiques productivistes d'une pseudo « croissance économique durable » ...

Par la nécessaire « adaptation à la mondialisation », on justifie ainsi toutes

les régressions sociales et catastrophes écologiques, alors même que c'est la Commission européenne de concert avec les gouvernements qui a développé le libre-échange comme moyen de faire peser une contrainte sur les choix publics. L'objectif de ces politiques est d'augmenter toujours plus les profits et revenus des classes dominantes, et d'asseoir leur pouvoir à la fois économiquement et culturellement. Quand la Commission européenne ambitionne de « diffuser dès les petites classes l'esprit d'entreprise », ce n'est pas seulement le savoir, mais aussi la pensée et la société entière au service d'une minorité détenant le pouvoir économique.

Les résistances et mobilisations doivent converger, ici et en Europe, contre toutes ces attaques, contre la précarité, le chômage, la casse des solidarités et des services publics, le pillage de l'environnement, la marchandisation du savoir...

Nous devons mettre en réseau et solidariser les luttes en Europe, initier un nouveau processus militant, amorcer les premiers contours d'un contre-système éducatif qui irait de pair avec une nouvelle définition des priorités économiques et sociales.

Aussi appelons-nous à participer au contre-sommet de Vienne et nous inscrivons-nous pleinement dans l'appel aujourd'hui lancé à la grève européenne. Solidaires des actions menées dans ce cadre dans toute l'Europe, nous appelons à faire grève sur nos universités lors de la journée d'action du 12 mars pour faire de celle-ci un temps fort de la mobilisation européenne. Nous appelons aussi à deux semaines d'actions locales du 11 au 26 mars, faisant la jonction entre le contre-sommet de Vienne et le Sommet alternatif de Bruxelles, entre les luttes contre la marchandisation du savoir et les enjeux plus larges de la stratégie de Lisbonne qui au nom de la compétitivité détruit les droits sociaux. Il faut nous réapproprier l'espace public, par le débat et l'action militante, dans les amphithéâtres et les cafés, dans la rue et le métro, pour montrer et faire entendre qu'une autre Europe existe, une Europe résistante et en mouvement... ■

LES ALTERNATIFS 07 vous invitent à une
Conférence débat et journée auto-formation

L'ennemi intérieur - Répression et contrôle social

Le vendredi 26 mars 2010 A 20H00 Salle Mistral (Village Vacances Vogüé)

Suivi d'une journée auto-formation samedi 27 mars 9h00 - 16H30 Chez

Fabien Gallet, Forcemale 07170 Villeneuve de Berg

En compagnie de Mathieu Rigouste, chercheur en socio-histoire et auteur de « *L'ennemi intérieur - La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine* »

Nous assistons actuellement à des désignations incessantes de la part de l'Etat d'un ennemi intérieur aux multiples visages, syndicaliste, jeune de banlieue, militant, terroriste, simple citoyen, nous pouvons tous et toutes nous retrouver un jour pris au piège d'un système policier et judiciaire de plus en plus répressif.

Retraçant l'évolution des représentations de l'ennemi intérieur dans la pensée d'Etat depuis les années 1960, il explique comment, des territoires colonisés d'hier aux quartiers populaires

d'aujourd'hui, la Ve République a régénéré un modèle d'encadrement fondé sur la désignation d'un bouc émissaire socio-ethnique.

À travers l'étude minutieuse des étapes de la lutte antimigratoire et de la structuration de l'antiterrorisme, il révèle l'effrayante évolution du contrôle intérieur, de ses dimensions médiatiques et économiques, ainsi que la fonction de l'idéologie identitaire dans la mise en œuvre du nouvel ordre sécuritaire.

Signataires:

Attac Campus, Fédération Sud Etudiant, Fac Verte, Jeunes Alternatifs, Jeunes de l'Union démocratique bretonne, Jeunes Verts, Jeunes Laïcs et Solidaires, NPA Jeunes, SUD Lycéen Manche, Front de lutte pour l'éducation.

Avec les soutiens de : ATTAC France, Alternatifs, Marches Européennes, AC ! (Agir ensemble contre le chômage), Stop Précarité...

MOMENTS POLITIQUES de Jacques RANCIÈRE

Certains se sont extasiés l'an dernier devant une prose, certes inédite dans les médias, mais assez faible hormis quelques procédés: celle de Julien Coupat. Heureusement, la réflexion politique est d'une autre tenue que le degré zéro atteint dans les médias comme l'atteste la reprise d'un certain nombre d'interventions politiques de Jacques Rancière. Intitulées «Moments politiques», (Editions de la Fabrique - Lux, 15 euros).

Dans une langue claire, Jacques Rancière fait preuve d'une grande cohérence de pensée au fil de contributions pour des revues, tribunes, interventions à des colloques. C'est une introduction passionnante à son oeuvre.

L'une des entrées possibles pourrait être la question de l'identité et de l'immigration. Dans plusieurs textes Jacques Rancière traque le sens de la focalisation du débat politique sur l'immigration. Il nie un quelconque problème mais au contraire y voit un symptôme: celui de la disparition de la question ouvrière, porteuse de dissensus.

Faute de dissensus, les politiques vont coller au plus près des demandes, des envies du quotidien à travers les problèmes de société: «car les problèmes de société se laissent toujours ramener à un seul et unique problème: l'existence dans une société de gens à «problèmes», de gens qui ne devraient pas y être et ne doivent plus y être. La réponse est toujours là avant la question. Il ne s'agit que de constituer la figure de cet autre et de prendre les mesures nécessaires à son encontre» (1). Il en montre le piège, en particulier sa médiatisation, dans «Sept règles pour aider à la diffusion des idées raciste en France». Dénonçant «cet autre qui n'est plus rien qu'un autre» «il livre une critique de l'identité comme assignation. Mais sa réflexion sur l'identité dépasse celle créée de toutes pièces de bouc émissaire. Il exprime son refus de résumer la personne à une identité souvent institutionnelle. C'est ainsi que, dans un entretien avec Daniel Bensaïd dans «Contretemps», il prend ses distances avec la vision classique de la classe sociale: «Or j'ai toujours fait effort pour définir le peuple ou la classe ouvrière comme sujets politiques, séparés de toute identification à un groupe so-

cial, ethnique, culturel ou autre». «La parole ouvrière» et surtout «La nuit des prolétaires» visaient déjà à restituer la parole des ouvriers, des ouvriers littérateurs par exemple, parole qui refusait l'enfermement dans leur classe. Si Rancière récuse toute identité réductrice c'est au nom de l'égalité: «la question de l'égalité c'est justement pouvoir se consacrer à autre chose qu'à sa propre affaire, de ne pas être assigné à sa propre identité, à son propre mode d'être»(2).

L'égalité n'est ici pas envisagée sous son aspect social mais comme élément de la démocratie. Il ressort d'ailleurs des textes de Rancière un trait d'équivalence, du moins des liens très forts, entre égalité, démocratie et politique. La démocratie n'est pas pour lui la réduction aux institutions mais au contraire le surgissement qui les met à mal.

Ce refus des pré carrés s'étend à la prétention des intellectuels à jouer un rôle spécifique.

Ainsi, lors de la polémique sur les «nouveaux philosophes» il insiste non pas sur la faiblesse des arguments mais sur la prétention de ces «intellectuels» et leur prise de pouvoir: BHL s'insurgeant contre cette étrange idée qu'un intellectuel, doit se taire avant d'avoir passé de longues années de recherches ou de pesant labeur», Rancière y analyse la prise de pouvoir de quelques savants ayant une bonne position sociale («remplaçons dans la phrase de Bernard Henri Lévy «intellectuel» par «ouvrier» ou «paysan», elle devient évidemment absurde») et ce qu'elle suppose de pouvoir sur ceux qui voudraient penser mais ne sont pas des «intellectuels». Là encore l'intervention de Rancière renvoie à ses travaux contestant l'inégalité entre le possesseur du savoir et l'ignorant, en particulier «La leçon d'Althusser», où il rompt avec celui dont il était un «disciple» et «Le maître ignorant» autour de la figure de J Jaccotot, maître aussi ignorant que ses élèves.

Les Editions de la Fabrique nous donnent à lire l'un des plus brillants penseur français, à l'intelligence réjouissante. ■

Jean-Louis LE BOURHIS

(1) «L'immigré et la loi du consensus»

(2) «Politique et identité»

DES FORCES MILITANTES, PAS

Les élections Régionales se déroulaient dans un contexte marqué par le choc de la crise économique et de ses conséquences sociales et de l'affaiblissement du système Sarkozy. La gauche de gauche n'a pas réellement bénéficié de cette conjoncture. De meetings en réunions publiques se manifestait l'existence d'une force militante réelle, et, dans beaucoup de régions, la capacité à porter un corps de propositions alternatives bien au delà des simples slogans. Mais cette richesse incontestable n'a pas produit une vraie dynamique politique. L'abstention populaire y est sans doute pour quelque chose, mais la gauche de transformation sociale serait mal inspirée de se considérer comme dépositaire du rejet du système que peut exprimer le refus de vote.

Dans trois régions, l'arc de forces de la gauche de gauche était réuni, nulle part ne se réalise l'addition de scores du Front de Gauche et du NPA aux élections Européennes. Il serait simpliste de comparer les deux scrutins, mais l'absence de dynamique électorale nationale est ici perceptible. Un bon score en Limousin, terre de gauche, un résultat moyen en Languedoc Roussillon après que la présence d'une liste PS ait privé la liste de rassemblement du «bonus anti-Frèche», une déception en Pays de Loire région où la forte structuration à droite de certains départements et l'investissement inégal du NPA et surtout du PCF ont pesé.

Dans les cinq régions où le PCF était allié au PS, les listes de gauche associant, dans des configurations diverses NPA, PG, Alternatifs et FASE n'obtiennent pas 5% des suffrages.

RÉGION PAYS DE LOIRE : L'ÉCHEC

Pour une poignée de voix, 43 très exactement, la liste unitaire de la gauche de gauche en région Pays de Loire n'a pas atteint la barre des 5%. Ces 4,997% concrétisent les faiblesses d'un rassemblement qui promettait, comme ailleurs en France, un résultat a priori plus près de 10% que de 5%, notamment au regard des résultats des européennes de 2009 où le NPA avait obtenu 4,80% et le Front de gauche 6,01% sur la région administrative, et à celui des régionales de 2004 où la liste commune LO-LCR avait atteint 6,07% (avec une abstention de seulement 38,12%).

C'est dans les quartiers populaires des villes ouvrières de Sarthe et de Loire Atlantique - région nazairienne et agglomération nantaise notamment - que nous avons obtenu les meilleurs résultats, dépassant fréquemment la barre des 10%. Mais la forte abstention dans ces quartiers populaires - supérieure à 80% dans certains bureaux de vote de l'agglomération nantaise - nous a très nettement pénalisés. Elle témoigne de notre difficulté à rendre audible et crédible notre message politique auprès des femmes et des hommes les plus frappés par la crise. Le lancement tardif de la campagne, début janvier seulement, après de longs mois de débats et de négociations au sein des organisations d'abord puis entre PCF, PG, Gauche Unitaire, NPA, FASE et Alternatifs, n'a pas facilité le déploiement d'une campagne politique de masse et de proximité. Et la nature des désaccords, notamment sur le poids supposé des électors des différentes composantes, le NPA exigeant et imposant par exemple le tiers des candidatures, apparaît aujourd'hui bien dérisoire!

D'autres facteurs, telle la division du PCF avec trois fédérations, Loire Atlantique, Maine et Loire et Mayenne, faisant le choix de s'allier au 1er tour avec le PS, ou celle du NPA, avec une forte opposition interne à l'accord majoritaire et une fédération, en Vendée, refusant de participer à la campagne commune, ont évidemment pesé. Mais le plus important est que nous n'avons pas su compenser ces handicaps, notamment auprès des électrices et électeurs des quartiers d'habitat social, malgré l'engagement remarqué de nombreux responsables syndicaux en faveur de la liste «tous ensemble la gauche vraiment».



Dans les régions où le PCF figurait en bloc sur les listes d'union avec le PS, les scores sont honorables, (près de 5%) en Basse-Normandie (PG-NPA) et en Champagne-Ardenne (NPA-PG-Alternatifs);

Dans trois régions, des secteurs minoritaires du PCF participaient à des listes, avec la FASE et le PG en Lorraine (3%), avec les Alternatifs, la FASE et le PG en Bretagne (3,51%) avec le NPA, le PG et la FASE en Bourgogne (4,32%). Les scores réalisés montrent que si l'unité à la base est essentielle il est difficile de contourner les choix des organisations en tant que telles.

Globalement, les listes NPA réalisent des scores faibles, les configurations d'alliance avec les Alternatifs ne modifiant pas cette réalité. Les listes Ensemble/Front de Gauche oscillent autour des scores des élections Européennes, un espace politique s'enracine sans créer une forte dynamique.

Les risques d'une telle situation pour l'arc de forces de la gauche de transformation sociale et écologique sont patents : prêcher dans le désert en attendant les jours meilleurs pour certains, polarisation par le PS pour d'autres...

La campagne a pourtant manifesté une vraie force militante, parfois des synergies unitaires des gauches de gauche, et une ca-

pacité à porter des plate formes alternatives, réformistes et radicales, dans les régions. Une période politique et sociale s'ouvre qui nécessitera de faire fructifier ces acquis.

Pour créer les conditions d'une unité durable et dynamique les luttes et le projet sont indissociables. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

RHONE ALPES : négociation au forçage

Pour rappel, les résultats des 3 listes appelées à la fusion étaient :
Queyranne (PS) : 25,40 %
Meirieu (Europe Ecologie) : 17,83 % (le record national)
Martin (liste Ensemble) : 6,31 %

L'attitude de Queyranne a été méprisante presque de bout en bout.

Sur le fond, il ne digère pas que son projet politique «d'alliance arc-en-ciel» soit à l'eau du fait que le MoDem soit au-dessous des 5%, et il avait visiblement des comptes à régler à la fois avec le PC (qui avait 4 vice-présidences importantes sortantes et l'avait «lâché») et avec le PG (qui avait constitué un groupe à la région à partir d'ex-PS).

Les discussions ont été menées parallèlement sur la question de la liste et sur une plateforme.

Sur la liste :

Nos calculs sur la base proportionnelle à l'échelle régionale nous donnaient entre 12 et 13 élus (sur 97 d'une liste unifiée)

Les propositions de JJQ pendant toute la journée du lundi jusqu'au mardi milieu de matinée sont restées bloquées à 9, inacceptables. En passant sur les épisodes, l'accord se fait finalement à «11/12» (11 + 1 place «charnière») Notre candidature, dans l'accord «Ensemble», se situait à la 12^e place régionale. Logiquement, c'est bien aux Alternatifs que revient cette place «charnière» (éligible à 52,2% des voix).

C'est respecté mais il a fallu pour cela modifier notre ordonnancement initialement prévu : à la place de Dominique Monterrat (Ain), c'est finalement Sylvie Touleron (Hte Savoie) qui se retrouve dans cette position.

Au passage, il y a eu quelques épisodes difficiles : Katia Philippe (PC) déléguée à la jeunesse sortante et tête de liste «Ensemble» dans l'Ain se retrouve en position inéligible ... Gilles Ravache

(président sortant du groupe PC) de Haute Savoie n'est rattrapé de justesse qu'en acceptant une place dans la Loire. Et Corinne Morel-Darleux (PG), tête de liste «Ensemble» dans la Drôme, n'est sauvée qu'en acceptant une place en Isère ...

Sur la plateforme :

Le statut précis de ce projet de texte (déclaration commune pour les uns, contrat de mandature pour les autres) n'a jamais été clairement établi. L'essentiel des amendements que nous avons proposés n'ayant pas été intégrés, il a été décidé en réunion de liste de ne pas contresigner ce texte. Et finalement Queyranne ne nous l'a pas imposé. On se dirige sans doute sur un texte d'accord uniquement PS-Europe-Ecologie. Nous n'avons pas signé non plus d'engagement précis de solidarité de gestion.

Sur nos partenaires «Ensemble» : Ces négociations ont mis les nerfs des uns et des autres à rude épreuve, et Queyranne comptait peut-être en profiter pour nous diviser -entre un PC qui aurait accepté un accord a minima, et un ensemble PG-GU-Alternatifs-MPEP prêt à la rupture.

Des clivages importants sont effectivement apparus au cours des 2 jours, mais la solidarité a tenu. Il restera un point encore non résolu : faut-il accepter d'entrer à l'Exécutif dans ces conditions (1 vice-présidence proposée par JJQ) : le PC est plutôt pour sans être tout à fait homogène, et PG - GU - Alternatifs - M'PEP sont contre. Mais chaque jour suffit sa peine !

(correspondant)

ET LES ESPOIRS

L'accord sur le programme, à la rédaction duquel nous avons fortement contribué, n'a pas toujours été simple, notamment en matière d'écologie et de claire opposition au projet d'aéroport de Notre Dame des Landes (la tradition politique du PCF 44 étant un soutien sans réserve à ce projet, la rupture n'a pas été simple y compris chez les militantes et militants unitaires qui ont œuvré à la campagne commune). De fait, si cette question a bien été au cœur de la campagne, avec le plus important rassemblement militant de la campagne à Nantes le 6 mars à l'arrivée de la tracto-vélo (3000 manifestantes et manifestants en vélos et en tracteurs, et une forte présence de la liste commune), nous n'avons pas été perçus par les populations les plus directement concernées, et les plus mobilisées, comme les porteurs de cette opposition. (A Notre Dame des Landes même, Europe Ecologie a cartonné avec 33,3% des voix ... devant le MODEM à 19% et loin devant notre liste unitaire à 6%).

D'autres considérants sont aussi remontés dans notre réunion de bilan : peu de visibilité dans la presse locale de la pluralité de notre liste, réduite le plus souvent à une alliance Front de Gauche - NPA, l'affaire de candidature de la militante NPA voilée a aussi beaucoup choqué, notamment chez les courants féministes.

Mais, la déception (en partie) dépassée, reste aussi un riche bilan porteur d'espoirs. Au fil des semaines, nous avons appris et apprécié à militer de mieux en mieux ensemble, relativisant les soupçons initiaux quand la moindre virgule était discutée, ce qui bouffait de l'énergie et du temps sans doute plus utile ailleurs, en comprenant que

la confrontation de nos différentes cultures était utile et nécessaire pour continuer à construire cette «Autre Gauche» qui manque si cruellement dans le paysage politique local et national.

Le dernier meeting régional de la campagne, le 10 mars à Nantes, malgré son boycott très politique par Marie-George Buffet, Olivier Besancenot et, plus surprenant, par Jean-Luc Mélenchon, (mais en présence de Jean Jacques Boislaroussie, très apprécié), avec près de 800 participantes et participants, a témoigné de l'attente et de l'espoir de ce

rassemblement unitaire.

Nos résultats montrent que nous avons encore beaucoup de travail à faire pour convaincre et réunir ; nous y parviendrons en poursuivant dans la voie ouverte par cette campagne unitaire, dans les luttes et dans les urnes. Ensemble, tous ensemble ■

PACA: UNE CAMPAGNE QUI FAIT MOUCHE, UN RESULTAT DECEVANT

La campagne des élections régionales 2010 s'est achevée dimanche soir en nous laissant un sentiment mitigé : une campagne dynamique au contenu quasiment rouge et vert plutôt satisfaisant, mais un bien faible résultat, même si nous nous attendions, vu le contexte et le caractère très tardif du lancement de notre campagne, à un score modeste

Pourtant nous avons commencé, dès l'été 2009 dans un enthousiasme certain, avec une orientation forte: tout faire pour obtenir une liste regroupant toutes les forces politiques de la gauche de la gauche.

Les premiers contacts ont été pris en juillet et en août, et très vite nous avons compris que l'union allait être plus qu'un combat. En

effet, dès la première rencontre, le PG nous a informé que le travail d'élaboration programmatique était commencé avec le PCF, et quand il serait bien avancé, nous serions invités pour y travailler avec eux.

Parallèlement, nous avons entamé en interne des Alternatifs PACA un travail d'évaluation des politiques publiques de la gauche plurielle sortante

A l'automne, nous avons finalisé le travail en vue de la mise en place de la liste d'union. Six réunions départementales ont pu être organisées dans les Alpes-Maritimes, avec tous les acteurs de la gauche de gauche: Alternatifs, Fase, PCF,

PG et NPA. Ce travail nous a obligé à dépenser beaucoup d'énergie, pour, au bout du compte nous voir opposer un refus catégorique du PCF d'organiser une réunion au niveau régional. Nous n'avons pu que constater l'échec de notre stratégie d'union. Nous avons alors organisé une consultation régionale des adhérents des Alternatifs. Deux positions étaient proposées : ne pas participer à ces élections ou y participer avec le NPA.

Pour qu'une position soit retenue, il fallait qu'elle réponde à deux conditions: être majoritaire en voix, être présente dans tous les départements dans lesquels nous avons des adhérents.

La proposition d'union avec le NPA a été largement majoritaire dans les Alpes-Maritimes et très minoritaire dans les Bouches du Rhône et dans le Var. Toutefois, cette position ayant recueilli au moins une voix dans chacun des ces deux départements, elle a finalement été adoptée. Nous devons ici souligner la capacité d'écoute, l'intelligence politique et la solidarité régionale dont on fait preuve les camarades de ces deux départements, qui bien que défavorables à l'alliance avec le NPA, n'ont pas voulu empêcher la fédération des Alpes-Maritimes de continuer le travail entamé depuis les municipales avec le NPA et d'exprimer cette dynamique à l'échelle régionale.

Nous avons donc très tardivement démarré la campagne dans la seconde moitié de janvier.

Cette campagne a eu lieu de manière différenciée : dans les Alpes-Maritimes où les deux composantes sont de force égale, cela s'est fait dans une ambiance agréable, fraternelle et dynamique. Autre élément majeur : dans les Alpes-Maritimes où la tête de liste était notre camarade Florence Ciaravola, nous nous sommes mis d'accord avec le NPA pour composer une liste sur la base d'une dé-

ILE-DE-FRANCE

La droite avait quelques espoirs de gagner la région : pari perdu, la sanction s'est manifestée ici comme ailleurs. Les Verts ont pensé un temps dépasser le PS, des listes élargies à des militant-e-s des combats sociétaux et sociaux (des Don Quichotte à Act Up), ou à des figures communistes unitaires n'y ont pas suffi. Le poids électoral des Verts reste cependant supérieur à la moyenne nationale.

A gauche de la gauche, le NPA espérait peut être compenser un recul annoncé de son score national par un « effet Besancenot » en ile-de-France, et son matériel de campagne était fortement axé sur la tête de liste du parti. La campagne a en fait peu accroché, comme en témoignait le meeting central du 10 mars.

La campagne Ensemble/Front de Gauche, dans laquelle les Alternatifs

se sont très inégalement investis, a été active, et un corps de propositions thématiques intéressantes a été porté. Le constat a pu être fait que le PCF restait la force militante de terrain majeure; le PG s'investissant également, à la mesure de son implantation.

Confrontés à la difficulté de constitution des listes, avec une mise à l'écart de figures des communistes unitaires où de leur sphère proche, et à la pression du vote écolo, les listes Ensemble/Front de Gauche réalisent un score proche de la moyenne nationale, sans plus. Selon toute vraisemblance, le soir du 2eme tour, un élu Alternatif entrera au Conseil Régional. Restera posée la question de l'articulation entre la présence dans l'institution et l'immersion dans les initiatives populaires. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

CAMPAGNE DANS L'AIN

Nous sommes satisfaits vraiment, de la campagne effectuée dans l'Ain au sein de la liste Ensemble. Satisfaits du travail effectué avec d'autres militants, du PCF, du PG, ou sans étiquette, moins satisfaits il est vrai de nos 4,9%, et encore bien moins satisfaits de la « foire d'empoigne » des négociations qui ont suivi en Rhône-Alpes...

Mais ça, il est un peu tôt encore ce 16 mars pour analyser la chose...

Ce qui nous a intéressés c'est la démarche citoyenne bien sûr, les réunions, les marchés, les débats les rencontres effectuées, le fait de parler des Alternatifs. Mais au-delà

c'est la confrontation avec nos camarades du PCF qui nous a marqués. Notre réunion de lancement de campagne le 22 janvier n'a pas été très facile il faut le dire... Rapidement d'anciens militants PCF ont posé la question du nucléaire, et les Alternatifs présents dans la salle ont réagi au quart de tour, normal... L'écologie même en soi, paraissait suspecte à certains anciens. Nous avons alors été très soutenus dans nos arguments par la camarade du PG. Cela nous a permis de mesurer aussi le chemin parcouru par nos camarades du PCF pour la constitution

de cette liste Ensemble pour des Régions Solidaires Ecologiques et Citoyennes en Rhône Alpes.

Par contre au fil des réunions les choses se sont apaisées, non pas que quiconque soit revenu sur ses positions, mais nous avons appris à nous respecter davantage, à prendre acte surtout que nos différences sont avant tout un atout pour l'avenir de cette gauche de gauche que nous appelons tous de nos vœux. Un atout pour donner envie aux ex militants de s'engager à nouveau, et aux futurs militants de faire le pas.

marche citoyenne, malgré le très lourd handicap d'un démarrage si tardif. En effet, nous avons tenté et réussi le pari d'une liste où le quart des participant-e-s n'était membre ni du NPA ni des Alternatifs : animateurs syndicaux, responsables associatifs très engagé-e-s dans les mobilisations citoyennes du département. Saisissant contraste avec la liste du Front de Gauche où l'essentiel des associatifs et des syndicalistes présentés comme tels n'étaient autres que des militant-e-s voire des élu-e-s du PCF ! Ailleurs, la participation des Alternatifs a été plus limitée: simple présence dans le Var et présence active (même si limitée en nombre) dans les Bouches-du-Rhône aux côtés d'un NPA hégémonique. A l'échelle de la région PACA, nous avons pu aussi vérifier les convergences politiques fortes entre nos deux mouvements, et nous n'avons eu aucune difficulté à conclure un accord programmatique et politique régional. Pour les Alternatifs, il était hors de question de mener une campagne axée surtout -voire exclusivement- sur l'urgence sociale, et nous avons été entendus par le NPA pour mettre en avant une triple urgence à la fois sociale, écologique et démocratique, et pour faire toute la place nécessaire à l'autogestion (aide aux projets d'entreprises autogérées par leurs salarié-e-s, démocratie active, budget participatif....) C'est pour nous un acquis majeur de cette campagne.

Par contre, au cours de la campagne, nous avons pu mesurer parfois, particulièrement dans les Bouches-du-Rhône, les différences de culture politique entre les Alternatifs et une partie des militant-e-s du NPA, pour qui les urgences écologique et démocratique sont apparues comme secondaires, malgré un affichage basé sur la triple urgence dans le matériel de campagne, fidèle à l'accord régional NPA-Alternatifs

On retiendra aussi que les relations entre équipes régionales du NPA et des Alternatifs ont été très bonnes du début à la fin, et basées sur une confiance réciproque et précieuse notamment dans les moments difficiles.

Et puis, il y a eu toute la médiatisation sur la présence d'Illham Moussaid sur la liste dans le Vaucluse. Il est sans doute trop tôt pour savoir si cette médiatisation a joué ou non un rôle négatif pour

Oui les Alternatifs de l'Ain ont bien tenu leur place dans cette campagne, et ils ont su apporter leur touche d'originalité dans les réunions, dans la façon même de tendre les tracts sur les marchés, puis dans le meeting de fin de campagne avec des temps de spectacle venus donner un peu d'air et de légèreté entre les interventions politiques.

Même si les chiffres ne sont pas vraiment au rendez vous, c'est bien une pierre de plus de posée, et une bonne, dans la reconstruction de la vraie Gauche. ■

Dominique Monterrat
Candidat dans l'Ain

notre liste auprès de l'électorat. Mais ce qui est certain, c'est que cet élément a brisé une certaine dynamique au sein du NPA et a focalisé l'attention, reléguant au second plan le programme de la liste. Pour les Alternatifs, il n'était plus possible de reculer, d'autant plus que nous avons clairement et majoritairement approuvé dans la région cette présence. Il a ensuite été difficile de repartir dans la campagne sur d'autres bases. Ce n'est que début mars que cette question a lentement disparue des médias. Il nous reste à faire le bilan collectif et plus précis de ce qui a été un temps très fort de notre activité politique, largement médiatisé dans la presse locale, ce qui est très positif pour les Alternatifs et qui a permis une remobilisation de bon nombre d'adhérent-e-s. Ce bilan doit prendre place dans la préparation de notre congrès, comme il prendra place dans la préparation du congrès du NPA.

Les résultats ne sont pas à la hauteur de nos espérances. Comme à l'échelle nationale, ils ne sont pas non plus au niveau des résultats du NPA aux Européennes, et plus faibles dans les Alpes-Maritimes que dans les autres départements de la région (c'était déjà le cas aux européennes comme aux précédentes régionales en 2004 du temps de l'alliance LO-LCR) Mais il nous faudra étudier les chiffres au plus près, d'autant plus que ces chiffres ne sont pas très bons pour le Front de Gauche non

plus, plus faibles également dans les Alpes-Maritimes (inférieurs à 5%) que dans le reste de la région.

Ce résultat de notre liste est un élément à ajouter au débat sur la stratégie des Alternatifs : cette campagne nous a confirmé l'importance des convergences entre nos deux organisations et la possibilité pour les Alternatifs de passer un accord programmatique à coloration fortement écologiste et très autogestionnaire, ce qui aurait été inimaginable avec le Front de Gauche.

On retiendra enfin que la campagne NPA-Alternatifs a largement contribué à imposer que soit débattu dans la campagne le thème des TER gratuits (repris par le Front de Gauche et c'est tant mieux), et à obtenir qu'Europe Ecologie durcisse le ton sur ITER (même si c'est pour mieux berner son électorat comme on l'a vu dans les négociations de l'entre deux tours)... ou encore que d'autres listes proposent dans la dernière ligne droite de leur campagne une réapparition de la démocratie participative (PS) et même le budget participatif (FDG) ! ■

Bruno Della Sudda
et **Patrick Massot**

Limousin terre de gauche

Comme nous l'avions annoncé durant toute notre campagne de premier tour, nous avons tout fait pour permettre le rassemblement des forces de gauche face à la droite. Alors que nous pensions cette union acquise, le Parti Socialiste du Limousin, de manière unilatérale et incompréhensible, a rejeté notre proposition d'accord de toute la gauche pour le second tour, en jetant une exclusive contre l'une des composantes de la liste «*Limousin terre de gauche*».

Malgré notre volonté d'œuvrer à l'unification de tous, en respectant les diverses sensibilités de la gauche politique, nous sommes donc conduits à nous maintenir dans le cadre d'une triangulaire,

pour permettre aux 36 000 électeurs qui ont porté leurs suffrages sur notre liste d'être représentés à l'issue du second tour.

Correspondant

Les résultats du 1er tour

Inscrits : 547 750
Votants : 294 668 (53,80%)
Exprimés : 278 893
Front de Gauche/NPA/
Alternatifs : 36 619 - 13,13%
PS : 106 152 - 38,06%
UMP : 67 381 - 24,16%
Europe Ecologie : 27 147 - 9,73%
FN : 21 638 - 7,76%
MODEM : 9 925 - 3,56%
AEI : 5 665 - 2,03%
LO : 4 366 - 1,57%

POITOU-CHARENTE : REBONDIR...

La liste "Pour une alternative à gauche", présentée par les Alternatifs, la FASE et le NPA, obtient un score bien modeste.

Poitou Charentes	1,85 %
Vienne	2,17 %
Deux Sèvres	1,85 %
Charentes	1,94 %
Charente Maritime	1,58 %

Quant au Front de gauche, il obtient 4,66 %.

Bien sûr, tous les colistiers regrettent qu'il n'ait pas été possible de faire une seule liste à gauche du PS. La division a certainement pesé lourd. Il nous faudra revenir sur cette campagne, et analyser d'autres raisons. Difficulté à s'adresser aux jeunes, aux quartiers populaires, aux exclus. Nécessité de renouveler nos "formes" d'expression. Comment faire "rêver", redonner le goût de l'utopie ?

La "sanction" du vote est sévère. Nous avons (bien évidemment !!) le sentiment d'avoir mené une "belle campagne" Et pourtant ...

Aux législatives 2007, les listes P A G dans la Vienne (présentées par la LCR, les Alternatifs et le comité Bové) avaient obtenu 4.117 voix. Entre temps, la liste NPA aux Européennes avait obtenu 6.775 voix en juin 2009. Qu'est-ce qui s'est passé pour que l'on ne retrouve, en mars 2010, seulement 3.191 voix dans ce département ?

Malgré ce résultat, de nouveaux liens de solidarité militante se sont tissés. Il émerge un début de dynamique régionale, alors que jusqu'à présent, les contacts au delà de chaque département étaient plutôt limités.

En perspective une rencontre régionale prochaine pour faire le bilan de la campagne.

Les Alternatifs proposeront que des dynamiques unitaires larges convergent pour permettre à toute la gauche de transformation sociale et écologique d'avancer sur la voie d'un projet commun, pluraliste et respectueux de la

diversité des approches.

Il s'agit encore et toujours de donner force et crédibilité à une alternative globale au capitalisme et au productivisme.

Alternatifs 86

Les Alternatifs Poitou Charentes ont vécu un début d'année 2010 douloureux.

Gérard Parisot nous a quittés en janvier, emporté par une tumeur au cerveau. Adhérent de longue date d'AT-TAC, il avait rejoint les Alternatifs au cours de l'année 2008. Il aimait nous faire partager sa passion de l'astronomie, de la fraternité et de la nécessité de mener une bataille culturelle et idéologique contre le libéralisme.

Puis ce fut hélas Gilles Suze qui est décédé d'une crise cardiaque, quelques heures seulement après avoir déposé la liste Alternatifs-FASE-NPA en préfecture (il était tête de liste pour le département de Charente Maritime) . Membre du NPA de la Rochelle, il n'avait pas ménagé sa peine pour aboutir à une liste de toute la gauche de gauche, en Poitou Charentes.

Gilles, Gérard, vous restez présents dans nos débats, nos engueulades, nos espoirs.

Bruno Riandet

FRANCHE-COMTE : UN RÉSULTAT DÉCEVANT... pour cause de bipolarisation prématurée

Le résultat de la liste Front de gauche et Alternatifs en Franche-Comté est décevant (4,05%) avec des variations importantes à l'intérieur de la région :

-scores corrects dans le Jura (5,75%) et à Besançon (5,89%) où la campagne fut menée de manière à la fois pluraliste et unitaire,

-résultats décevants en Haute-Saône (3,67%) et dans le Territoire de Belfort (4,02%), vieilles terres de gauche (au moins en partie) où la mésentente PC-PG -en particulier en Haute-Saône- a handicapé la liste,

-scores faibles dans le Pays de Montbéliard où le PC ne s'est jamais remis de l'explosion de sa fédération dans les années 90 et où le PG et les Alternatifs sont très peu implantés,

-scores très faibles dans le Haut-Doubs ultra conservateur que nous appelons la "Petite Vendée" et où le rouge continue à faire peur comme au temps de l'anti-communisme primaire (moins de 2% dans une dizaine de cantons).

Si l'objectif de 7 à 8% que j'avais évoqué dans le n° 31 de notre journal local était très ambitieux, un objectif de 5 à 6% -qui aurait permis de fusionner avec les autres listes de gauche- était tout à fait réaliste. Les difficultés évoquées ci-dessus, la très forte abstention dans les quartiers populaires (65% dans le canton de Besançon-Planoise) et la présence d'une liste «*Écologie solidaire*» n'expliquent pas à elles seules les 4 000 voix qui nous manquent pour franchir la barre des 5%. Suite aux campagnes de désinformation menées par une partie de la presse locale laissant entrevoir la possibilité d'une victoire de l'UMP en Franche-Comté et au soutien affiché de Sarkozy à sa tête de liste lors d'une visite à Pontarlier, 5 jours seulement avant le scrutin, des électeurs de gauche ont choisi le vote PS dès le premier tour. Cela explique que les 2 listes principales (UMP -32%- et PS -29%-) totalisent 62% des votes, marquant ainsi une nette bipolarisation. Cette situation nous a sans doute coûté un point, voire plus, et le double à la liste Europe-Écologie qui n'atteint pas 10%, devancée par la liste FN (13%). Quant à la liste NPA, son score est divisé par 2 par rapport aux Européennes (3,28% contre 6,51%). La volonté unitaire de la liste FdG et Alternatifs a permis le maintien du taux des Européennes et a entraîné une indiscutable progression en voix (+ 2 200), insuffisante cependant.

J. FONTAINE



Autogestion

hier, aujourd'hui, demain

A PARAÎTRE le 1^{er} mai 2010

"On produit, on vend, on se paie", ce mot d'ordre des ouvrier-es de l'usine Lip en autogestion, les auteurs de ce livre le font leur. À l'heure où la gauche est en crise d'alternative, tant l'élaboration de perspectives d'émancipation que dans le présent résistant, l'autogestion apparaît comme l'ouverture d'un autre possible. Qui refuse et la caricature du socialisme de caserne d'Etat et le capitalisme de la marchandise et de l'aliénation. L'autogestion est une fenêtre sur l'avenir. S'inscrivant dans la longue tradition historique des coopératives et de la Commune de Paris, l'autogestion surgit comme une réponse immédiate et pratique à la faillite de directions d'entreprise, voire plus largement à celle de l'Etat lorsque celui-ci abandonne les citoyens.

Car l'autogestion ne touche pas seulement le secteur de la production; elle touche à de nombreux autres domaines de la vie sociale - éducation, habitats, par exemple - et aux institutions politiques. Elle est autant sociale qu'économique. Phénomène mondial, elle se développe en Europe notamment en France, en Espagne et en Italie, mais également en Amérique du Sud (Argentine, Chili, Brésil, Venezuela) et dans bien d'autres pays à travers le monde du Nord au Sud. Elle marque les grands événements révolutionnaires de la Commune de Paris à Mai 68 en passant par le mouvement de Solidarnosc en Pologne, le Chili d'Allende. Elle est la plus actuelle des utopies de notre monde d'aujourd'hui.

AUTOGESTION / BULLETIN DE COMMANDE

Pages : 650 / Prix : 30 euros / 25 euros par 5 exemplaires (port compris)

Nom

Prénom

Adresse

code postal et ville

email

Règlement à l'ordre des Éditions Syllepse
69 rue des Rigoles, 75020 Paris
www.syllepse.net

Des livres pour aller plus loin que l'impossible



ARTICLES..

altermondialisme et internationalisme; Amérique latine; Auto-organisation, association et démocratie; Budget participatif; Centres sociaux italiens; une pratique autonome et radicale; Collectivisations en Catalogne; Commune de Oaxaca; Commune et forme révolutionnaire; Contre-plans ouvriers alternatifs; Coopératives et coopération; Communautés et autonomie en Amérique andine; Conseils communaux et double pouvoir au Venezuela; Conseils ouvriers à Budapest; une démocratie autogestionnaire en gestation en Algérie; La démocratie autogestionnaire algérienne à l'épreuve; Démocratiser l'espace médiatique; Dépérissement de l'État; Démocratie d'entreprise et coopératives; École et éducation; L'écologie, le rouge et le vert; Écologie et socialisme: travail, production et valeur; Écosocialisme et planification démocratique; Entreprises récupérées en Argentine; Féminisme et autogestion; Marché et autogestion; Marx et marxisme; Mouvement de contre-culture allemand; Mouvement pour l'autogestion en

Europe du centre et de l'est; Du parti-État au parti-mouvement; Poder popular au Chili; Pouvoirs étudiant et lycéen dans les années 70; Printemps de Prague; Réquisitions marseillaises: entre autogestion et cogestion; Solidarnosc; Tricofil, Québec; Ville; Yougoslavie: pour une appropriation plurielle des bilans...

DOCUMENTS ET TÉMOIGNAGES..

Henri Lefebvre, Victor Leduc, Michel Raptis...; AMR, CFDT, PSU...; Les premiers pas de l'autogestion dans une usine tchèque; Projet de statuts de l'autogestion des travailleurs de l'usine W. Pieck; Lip; Caron-Ozanne: une expérience d'autogestion en Normandie; Collectif pour le redémarrage de Lustucru; Bobigny, un maire autogestionnaire; Athénées libertaires en Espagne; Philips-Dreux sous contrôle ouvrier; Tower Colliery: treize années de gestion ouvrière; Chili: projet de loi sur le système national d'autogestion; Ceralep: quand les travailleurs refusent le diktat des actionnaires!; Décrets instituant des comités de gestion dans les entreprises agricoles vacantes en Algérie; Décrets de mars sur l'autogestion des entreprises industrielles et minières; Décret sur les règles de répartition du revenu des exploitations et entreprises d'autogestion; Circulaire relative au mode d'élection des conseils des travailleurs et des comités de gestion; Charte d'Alger; La 1^{re} Internationale et le travail coopératif; Décret de la Commune de Paris sur les biens vacants; Samosz; Pédagogie Freinet et autogestion...

LES AUTEURS..

L'ouvrage a été coordonné par le collectif « Lucien Collonges ».

Composé de Gilbert Dalgalian, Bruno Della Sudda, Guy Giani, Jean-Pierre Hardy, Claude Kowal, Patrick Le Tréhondat, Richard Neuville et Patrick Silberstein, ce collectif s'est constitué à la mort de Michel Fiant afin de mener à bien le travail de rédaction d'une « Histoire de l'autogestion » que celui-ci avait entrepris et qu'il n'a pu mener à bien.

De nombreux auteurs ont apporté leur contribution: Toni Andréani, Benoît Borrits, Magali Braconnot, Mathieu Colloghan, Pierre Cours-Salies, Vladimir Claude Fissera, Frank Gaudichaud, Mohammed Harbi, Jean-Marie Harribey, Jean-Pierre Lefebvre, Michael Löwy, Robert Mencherini, Robi Morder, Jean-Luc Primont, Catherine Samary, Romain Testoris, Sophie Wanisch...

ÉDITIONS
SYLLEPSE

Au congrès de la IVe Internationale

Une délégation des Alternatifs a assisté aux travaux du 16e congrès mondial de la Quatrième internationale qui s'est tenu « quelque part en Europe » au bord de la Mer du Nord en février 2010. C'est la première fois que notre organisation était invitée à participer aux travaux de l'Internationale. Jusqu'alors, les Alternatifs n'avaient participé qu'aux rencontres mondiales de partis radicaux à Mumbai, Porto Alegre et Belém à l'occasion des forums sociaux mondiaux qui dépassaient le cadre strict de l'Internationale, même si celle-ci était à l'initiative ou partie-prenante.

Pour qui connaît un peu l'histoire de la IVe Internationale, nous pouvions nous attendre à d'âpres débats, non dénués de tensions, mais nous pouvons affirmer que nous avons assisté à des travaux sereins dans une ambiance d'écoute et de respect, sans applaudissements. Les temps ont bien changé ! Pour ce qui est du décor ou des clichés, nul portrait de Trotski ou même d'emblème de l'organisation.

Outre les différentes sections et membres, il y avait un nombre non négligeable d'invité-e-s des différents continents et particulièrement des représentations d'organisations latino-américaines. Nous avons relevé des représentant-e-s d'une quarantaine de pays. Pour ce qui est des composantes de l'Internationale : les sections européennes étaient les plus nombreuses (nous ne les énumérons pas) ; les sections japonaise, philippine, sri-lankaise représentaient l'Asie. La délégation pakistanaise n'a pas obtenu de visas (un de ses membres est arrivé le jeudi) et la section indienne était absente ; les sections argentine (individus), brésilienne (Enlace composante du P-SOL), colombienne (Presentes por el socialismo), équatorienne (Démocratie socialiste), mexicaine (PRT) et portoricaine (Taller de formación política) pour l'Amérique latine & les Caraïbes et enfin les sections libanaise et algérienne et d'Amérique du Nord (Etats-Unis, Canada et Québec). Les invités sud-américains étaient les plus nombreux, principalement issus des courants morénistes : MST (Argentine), Marea socialista (Venezuela), P-Sol (Brésil) ou autres : Bolivie.

Le congrès était divisé en 4 temps : la situation internationale, la crise climatique, les rôles et tâches et un temps de votes.

Le rapport sur la situation internationale

1. La nature de la crise globale et multidimensionnel qui affecte le mode capitaliste : la nouvelle offensive du capital, les contradictions du mode d'accumulation néolibéral, la réponse capitaliste à la crise écologique ;
 2. La nouvelle organisation du monde : le déclin de l'hégémonie US, le rôle de la Chine et des principaux pays émergents, les centres de tension militaires dans le monde, la nouvelle phase de confrontations en Amérique latine, l'Europe en crise profonde ;
 3. L'évolution de gauche et du mouvement ouvrier en Europe ;
 4. Le programme anticapitaliste.
- Pendant deux jours, de très nombreuses interventions émanant des délégué-e-s, observateur-trice-s et invité-e-s ont porté sur ce rapport. Nous avons pu constater une convergence d'analyse avec le rapport et une majorité d'interventions.

Il serait très fastidieux de rapporter l'ampleur des interventions. Nous avons néanmoins observé une sous-estimation de l'importance du mouvement altermondialiste, hormis dans les propos d'Eric Toussein (LCR/SAP belge) et de Paolo Gilardi (Gauche anticapitaliste suisse). Les argentins ont observé que le texte était trop euro centré. Plusieurs ont porté sur la caractérisation de la crise et les réponses sociales envisageables, la crise de la social-démocratie et l'absence de marges de manœuvre pour faire des réformes, la caractérisation du réformisme et du révolutionnaire. Plusieurs interventions ont souligné qu'il existe un espace à gauche qu'il convient d'occuper mais aussitôt pour préciser que rien n'est assuré qu'il puisse être occupé par les organisations radicales. L'Amérique latine, continent en dispute et moteur de la résistance antilibérale a été largement évoqué. La nécessité de peser sur le processus vénézuélien a été pointée (P-SOL Brésil). Le continent asiatique comme prochain centre de développement du capitalisme mondial a surtout été pointé par les camarades du Japon et de Hong-Kong. L'absence de la section indienne et les problèmes de visa de la grosse section pakistanaise ont donné à l'analyse asiatique une coloration probablement trop sino-centrée. L'Afrique sub-saharienne a été très peu évoquée (il n'y avait que très peu de représentant-e-s de ce continent).

Un rapport spécifique sur la Palestine et le Moyen-Orient ainsi qu'une motion du Comité international sur l'offensive israélienne contre Gaza ont également été présentés dans ce rapport sur la situation internationale. Michel Warschawski est intervenu dans ce débat pour souligner les fortes tensions qui existent entre l'Etat d'Israël et l'administration Obama, que l'agression de Gaza était un avertissement à Obama après le discours du Caire, qu'une guerre contre l'Iran est peu vraisemblable mais qu'il n'est pas exclu qu'Israël attaque de nouveau le Liban.

Climat

Le second texte portait sur la crise climatique et l'adoption du concept d'écocapitalisme. Là encore, nous ne pouvons que saluer le bon rapport et la prise en compte par

La Quatrième In

La quatrième Internationale a été fondée par Léon Trotski en France en 1938. Sa création intervient après la violente répression envers l'opposition de gauche en URSS et son exclusion de la IIIe Internationale, dite Internationale communiste, totalement verrouillée par la bureaucratie stalinienne.

Au cours de son histoire, la quatrième Internationale a subi plusieurs scissions. Malgré une réunification en 1963, plusieurs regroupements internationaux continuent de se réclamer de la quatrième Internationale et de l'héritage trotskiste. Le Secrétariat International a été l'organisme dirigeant de la Quatrième Internationale de 1938 à 1963. En 1953, un nombre important de dirigeants et de sections de l'Internationale s'oppose à la tactique d'entrisme dans les partis socialistes et communistes préconisée par Michel Raptis (Pablo). Ces désaccords et ces tensions récurrentes mènent finalement à la scission de ces sections pour former le « Comité international de la Quatrième Internationale » (QICI) en novembre 1953 avec Pierre Boussel (Lambert). Au cours des années suivantes, l'argentin Juan Posadas, dirigeant du secrétariat latino-américain considère que les révolutions anticolonialistes doivent être une priorité pour l'Internationale, alors que la majorité de la QISI pense au contraire qu'il faut intensifier les activités en Europe.

Le 7e Congrès dit de réunification, qui se tient en juin 1963 à Rome, regroupe une grande majorité des trotskistes du monde. Cependant les lambertistes et les posadistes refusent d'y participer. Le Secrétariat unifié est créé et le congrès adopte une résolution sur « Le conflit sino-soviétique et la situation en URSS et les autres États ouvriers ». La tendance menée par Pablo tire des conclusions beaucoup plus optimistes sur la déstalinisation.

l'internationale de la donne écologique. Le débat qui a suivi sa présentation était interne (sections et observateurs) mais public. Ce projet de résolution était globalement partagé par les délégués mais fait notable, il fait vraiment débat parmi les délégué-e-s membres du NPA. Une majorité de délégué-e-s se félicitait de la prise en compte de l'enjeu environnemental (avec, pour de nombreux intervenant-e-s, le sentiment d'être des précurseurs en alliant analyse marxiste et écologie) et en soulignait l'importance. Pour les latino-américains, la jonction entre écosocialisme et l'influence de la culture indigène semblait tomber sous le sens. Quelques intervenants, semble-t-il très minoritaires, se sont opposés à cette prise en compte des enjeux écologiques au nom d'un scientisme viscéral. Une contribution au débat a été présen-

tée par Michael Löwy. Les rapporteurs ont conclu en soulignant l'enjeu de Cochabamba en avril et la nécessité d'échanger avec d'autres courants.

Rôles et tâches

Après une soirée consacrée au féminisme réservée aux femmes participant au congrès, le troisième texte portait sur le rôle et les tâches de la Quatrième. La transformation de la LCR en NPA est perçue comme une vraie mutation au sein de l'internationale et semble interroger grand nombre de sections. Les débats ont notamment porté sur le fait de savoir si l'internationale devait fédérer uniquement des partis révolutionnaires ou anticapitalistes. Un débat important a porté sur la proposition de Chávez de constituer une cinquième internationale. L'Internationale est d'accord pour participer mais sans se

fondre alors que les représentants du PSOL Brésil, du MST argentin et de Marea Socialista (courant critique du PSUVénézuélien) sont dans une démarche plus volontariste tout en restant vigilants. Ils ont proposé l'organisation d'une conférence internationale des organisations radicales à Caracas pour préparer la réunion proposée sous l'égide de Chávez.

Nous sommes intervenus dans ce débat pour nous présenter, nous féliciter de la prise en compte de l'écologie, proposer des échanges sur l'articulation entre le rouge et le vert et présenter notre position sur le parti-mouvement.

La dernière journée, qui était consacrée aux votes et aux mandats, était à huis-clos. Nous ne connaissons pas les conclusions.

Au niveau des délégations françaises, seules LO (qui a fait une intervention d'anthologie et qui semblait totalement décalée par rapport au débat) et les Alternatifs participaient à ce congrès au titre d'invités. Comme le NPA n'est pas une section de l'Internationale (même si ces membres constituaient la principale délégation), la délégation française était composée sur la base de l'ancienne appartenance à la LCR. Ainsi, outre le NPA, on relevait également la présence de membres de Gauche unitaire et de Convergences et Alternative et une partie des intervenant-e-s du NPA étaient présent-e-s en tant qu'invité-e-s et non de délégué-e-s

A noter enfin, l'annonce de l'adhésion de l'organisation « Prospect » (Vperiod) de la Fédération de Russie à la IVE Internationale à l'issue de dix années de discussion.

En conclusion, nous relevons la qualité des débats et constatons que nos débats internes sur les enjeux internationaux, féministes et écologiques ne sont pas décalés. Nous avons pu observer une certaine homogénéité entre les sections de l'Internationale, hormis une opposition interne émanant de l'OKDE (Grèce), une des fractions allemandes (RSB) et le SAP du Danemark (composante de l'Alliance rouge et verte danoise) et la section étatsunienne. Le NPA apparaît beaucoup plus divers dans sa composition que l'Internationale. Qu'advient-il de l'initiative de Chávez ? Percutera-t-elle l'avenir de la 4 e ? Pour l'instant, rien n'est moins sûr ! ■

Mathieu COLLOGHAN
et Richard NEUVILLE

ternationale : quelques repères

sation. Elle sera exclue au congrès suivant sans pouvoir débattre et même y participer. Celui-ci se tient en décembre 1965 en Allemagne. La résolution principale s'intéresse particulièrement à la solidarité avec les luttes anti-impérialistes, comme le Vietnam, et à la crise dans les « régimes staliniens ».

En avril 1969, le 9e Congrès mondial en Italie entérine une résolution sur « La radicalisation de la jeunesse ». Au cours des années suivantes, les sections se développent grâce à la radicalisation de la jeunesse et des étudiants. De 1969 à 1976, l'Internationale est traversée par un débat virulent sur l'importance des "guérillas" en Amérique latine et ailleurs. En 1969, le congrès adopte une approche favorable aux tactiques de guérillas malgré l'opposition d'un des dirigeants de l'Internationale, le chinois Peng Shuzi.

En février 1974, les votes du 10e Congrès mondial sont très divisés sur la question de la lutte armée et une forte minorité est opposée à l'utilisation généralisée des guérillas en Amérique latine.

Le 11e Congrès mondial se tient en novembre 1979. Le débat le plus contesté du congrès porte sur la révolution au Nicaragua. L'Internationale apporte son soutien au Front sandiniste de libération nationale (FSLN). Un groupe mené par l'argentin Nahuel Moreno (dont les désaccords étaient profonds depuis plusieurs années) quittera l'Internationale pour rejoindre brièvement l'organisation dirigée par Pierre Lambert.

Le 13e Congrès mondial, en février 1991 intervient après la chute du mur et le changement des rapports de forces au niveau mondial qui en découle. Ses résolutions portent

sur le « Nouvel Ordre Mondial », l'intégration du bloc de l'Est dans l'économie capitaliste, le féminisme et la crise de la gauche latino-américaine. Les résolutions notent un renversement fondamental dans la lutte anticapitaliste, prenant en compte les défaites en Amérique centrale, la contre-révolution dans le bloc de l'Est et l'affaiblissement du mouvement ouvrier.

Le 14e Congrès mondial de juin 1995 en Italie se consacre essentiellement à la chute définitive de l'URSS et des conséquences pour les partis communistes et le mouvement ouvrier international. Les résolutions pointent les opportunités pour un regroupement politique. Une tendance minoritaire se forme sur la nécessité de construire des sections de la Quatrième Internationale au-delà de ces regroupements. Ce congrès est aussi l'occasion d'une réunification, surtout symbolique, entre Michel Pablo et l'Internationale. Celui-ci et Ernest Mandel meurent peu après.

Quand s'ouvre le 15e Congrès mondial en Belgique en février 2003, plusieurs sections se sont réorganisées en tendances dans de plus grands partis politiques et l'Internationale a établi des rapports amicaux avec d'autres organisations mondiales et nationales. Le quinzième congrès adopte de nouveaux statuts transférant les pouvoirs du Secrétariat unifié à deux nouveaux comités de la Quatrième Internationale : un Comité international et un Bureau Exécutif (appelé aussi le Bureau international). Aujourd'hui, l'Internationale est considérée par la plupart des autres groupes trotskistes comme la plus grande et la plus développée des internationales trotskistes, avec des sections et des groupes sympathisants dans 50 pays. Elle est principalement implantée en Europe, assez faible en Amérique latine et en Asie et presque inexistante en Afrique. ■

ALTERNATIFS

LES

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

AUTOGESTIONNAIRES

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale: Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.

VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

des structures d'accueil de la petite enfance. Pour un changement de regard sur l'éducation des enfants et le développement de structures d'accueil adaptées aux besoins des parents

PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: L'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.

ROUGE & VERT